

Laval théologique et philosophique



Pierre GISEL, dir., Isabelle ULLERN, dir., Bernard HORT, Philippe PORTIER, *Le déni de l'excès. Homogénéisation sociale et oubli des personnes*. Paris, Hermann Éditeurs (coll. « Rue de la Sorbonne »), 2011, 205 p.

Patrice Bergeron

Volume 69, numéro 1, février 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1018365ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1018365ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Faculté de philosophie, Université Laval
Faculté de théologie et de sciences religieuses, Université Laval

ISSN

0023-9054 (imprimé)

1703-8804 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bergeron, P. (2013). Compte rendu de [Pierre GISEL, dir., Isabelle ULLERN, dir., Bernard HORT, Philippe PORTIER, *Le déni de l'excès. Homogénéisation sociale et oubli des personnes*. Paris, Hermann Éditeurs (coll. « Rue de la Sorbonne »), 2011, 205 p.] *Laval théologique et philosophique*, 69(1), 171–173.
<https://doi.org/10.7202/1018365ar>

Tous droits réservés © Laval théologique et philosophique, Université Laval, 2013

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

décisions individuelles. Presque toujours, tout se passe par vote de castes, par votes qui arrivent comme des « *packages* » à partir de négociations que les leaders de telle ou telle caste font avec les différents candidats. Ils donnent, en somme, le vote des gens de leur caste au plus offrant. Mais, cela dit, quand même, ce n'est pas du tout la même chose que de basculer dans un système dictatorial. Il y a des états où vous avez quasiment la moitié des ministres du gouvernement qui font l'objet de poursuites pour corruption. Il y en a même où il y a quelquefois des ministres en prison et qui continuent néanmoins à exercer leur fonction. Il y a donc des troubles extrêmement graves dans le fonctionnement de cette démocratie. Malgré tout, je crois que le paysan indien moyen y est quand même attaché, qu'il pense que c'est de là que peut venir l'amélioration de son sort. Je suis tout à fait conscient du caractère laborieux et douloureux de l'accouchement de la modernité dans la société indienne. Mais, quand on pense à son immensité, à son extrême diversité, à toutes ces couches religieuses et culturelles qui se sont accumulées au cours des âges, en un sens, c'est presque un miracle que vaille que vaille, le système se maintienne, alors qu'on a souvent prédit son effondrement (p. 129-130).

Ces remarques apparaissent particulièrement appropriées à la lumière des Jeux du Commonwealth qui ont eu lieu à Delhi en octobre 2010. À l'approche des Jeux, les médias internationaux font état de nombreux problèmes : infrastructures obsolètes, délais des préparatifs non respectés, installations sanitaires défaillantes, droits de l'homme bafoués alors que des milliers d'Indiens parmi les tranches les plus pauvres de la société sont délogés, sommes gênantes d'argent gaspillées et corruption importante au sein même du comité organisateur. Une semaine avant la tenue des Jeux, des pays comme la Nouvelle-Zélande menacent d'annuler leur participation. Alors que, du côté indien, les autorités répètent avec une confiance qui semble naïve que la situation est sous contrôle, le reste du monde retient son souffle et s'attend au pire. Or, le pire n'arrivera pas. Mieux, de retour au pays, les athlètes canadiens saluent l'organisation de ces Jeux et le président du Comité International Olympique envisage avec enthousiasme une candidature du pays pour l'organisation des Jeux Olympiques. Un exemple, parmi d'autres, qui témoigne de la pertinence et de l'acuité des réflexions proposées dans ce livre.

Claudia NADEAU-MORISSETTE
Université Laval, Québec

Pierre GISEL, dir., Isabelle ULLERN, dir., Bernard HORT, Philippe PORTIER, **Le déni de l'excès. Homogénéisation sociale et oubli des personnes.** Paris, Hermann Éditeurs (coll. « Rue de la Sorbonne »), 2011, 205 p.

De prime abord, ce livre a tous les traits d'un ouvrage collectif, avec quatre auteurs, dont le directeur et la directrice. Mais rapidement, le lecteur réalise qu'il s'agit davantage d'un dialogue entre les deux directeurs (quatre chapitres sur six), mis en relief par deux contributions, une introductive et l'autre conclusive.

La première contribution, de Bernard Hort, porte sur le problème de l'humanisme chez Pierre Thévenaz (1913-1955). Si les thèmes propres de l'humanisme engagé de Thévenaz reviennent peu dans la suite — ou seulement indirectement —, ils introduisent bien la problématique. En effet, c'est une journée de travail sur la pensée de cet intellectuel qui a été l'étincelle d'allumage de l'échange qui constitue le cœur de l'ouvrage. Hort présente l'originalité, ainsi que les origines et influences protestantes de ce philosophe phénoménologue, mais il interroge aussi ce qu'il considère comme une prise en charge déficitaire chez lui de la question de l'absolu.

Ce n'est toutefois pas autour du thème de l'absolu — ni de l'infini — que se noue l'échange entre les deux auteurs principaux, mais autour d'un thème connexe quoique différent, celui de l'« excès », thème apparu il y a une vingtaine d'années chez Pierre Gisel, *L'excès du croire. Expérience du monde et accès à soi*, Paris, Desclée de Brouwer, 1990. Par leurs réflexions autour de l'excès, Isabelle Ullern et Pierre Gisel ne cherchent pas tant à analyser le contemporain qu'à le questionner, de l'intérieur. Ils partent d'un constat partagé, et qui concerne tant la vie sociale que l'exercice de la pensée. La vie sociale et civile et les singularités vives qui la constituent et la transforment excèdent la seule citoyenneté et la « rationalisation juridico-politique » (p. 8) qui la traverse. En témoigne la difficile résistance du clivage entre convictions privées et discours public normatif, face aux recompositions sociales contemporaines. De même, quelque chose traverse et déborde la raison connaissante qui accompagne cette citoyenneté et qui la consacre : la pensée ne peut se contenter de ne produire que des discours normatifs et régulateurs (p. 11). Aux yeux des deux auteurs, il faut aujourd'hui penser cet excès — trop souvent négligé, dénié, refoulé — et peut-être parvenir à penser *par* ou *selon* cet excès (p. 111 et 148). L'enjeu n'est pas de « reconduire » la religion dans nos démocraties ou de nier la laïcité. Il est plutôt, selon les mots d'Ullern, l'avènement d'une « démocratie sensible » (p. 44).

De manière plus spécifique, à travers deux chapitres, Isabelle Ullern en appelle à la « responsabilité subjective » des intellectuels. Elle invite ceux-ci à ne pas oublier leur « origine intersubjective civile » (p. 50-51) et à s'engager concrètement dans la vie sociale (p. 57). Son invitation, qui met en valeur la « socialité première », s'accompagne d'une méditation sur Lévinas, relu et commenté par Judith Butler (p. 111 et suiv.), sur la vulnérabilité première de tout sujet. L'enjeu de cette invitation n'est pas d'invalider l'ordre démocratique de la raison. Il est plutôt, pour l'acte de raison, de tirer les conséquences de ses conditions réelles d'exercice, c'est-à-dire de son ancrage subjectif, social et civil, de sa précarité, de ses limites et de ce qui le transcende. Aux yeux d'Ullern, la scène parisienne — notamment le débat entre Luc Ferry et Marcel Gauchet, *Le religieux après la religion*, Paris, Grasset, 2007 — est représentative des difficultés de la pensée à entrer dans une telle démarche (p. 49). En contrepoint, la situation inconfortable du théologien dans la cité illustre de manière exemplaire les défis liés à l'avènement d'une telle pensée, décentrée et critique, qui se tient au cœur du social. Sur ce point, Ullern questionne directement le geste théologique de Gisel, ou « la théologie selon Gisel » (p. 70 et suiv.), c'est-à-dire la proposition faite par ce dernier, dans plusieurs ouvrages antérieurs dont quelques-uns récents, d'une théologie « en sécularité » (p. 72), non dogmatique, qui participe avec d'autres, notamment la philosophie, à la construction d'une théorie de la religion.

À son tour, Pierre Gisel reprend la question de la théologie et de sa tâche pour aujourd'hui et répond ainsi en partie à l'interpellation d'Ullern (p. 94 et suiv.). Mais son propos est plus large et rejoint la « scène religieuse » dans son ensemble (p. 148). Cette scène est dite « symptomatique ». Elle montre bien la nécessité d'« un penser *de* et *selon* l'excès » et d'une articulation équilibrée entre la conviction et la critique. Dit rapidement, les traditions religieuses et les nouvelles réalités religieuses risquent toujours de nier l'excès auquel elles se réfèrent ; le croire est toujours en proie de se transformer en savoir. Concrètement, les replis identitaires et l'idolâtrie le mettent en évidence. Traditionnellement, ce sont la philosophie et, d'une manière particulière, la théologie qui ont pris en charge cette question de l'excès. Néanmoins, la question déborde la scène religieuse et concerne aussi « le *vivre-ensemble*, la société civile et, indirectement, politique » (p. 101). Elle concerne « ce qui dépasse l'humain et l'institue [...] ce qui fait un *monde*, un monde de l'*échange*, pluriel, et un monde comme *œuvre humaine* » (p. 84-85). Au sein de l'Université et des unités de recherche sur le religieux, qui sont en mutation, la question de l'excès, porteuse de ce qui se joue

humainement et transversalement au cœur du religieux, devra trouver une niche, ce qui est loin d'être évident parmi des savoirs nombreux, trop souvent isolés et simplement juxtaposés.

La contribution conclusive de l'ouvrage est de Philippe Portier. Elle recueille les fruits de l'échange et le critique de manière bienveillante, en revenant sur la question de l'« institutionnalité ». Par-delà la dimension éthique et le niveau de la reconnaissance intersubjective mis en valeur par Ullern et Gisel, Portier est d'avis que la dimension politique doit être davantage pensée et prise en considération. Sa contribution fait notamment ressortir — à rebours — un élément important du « débat » entre Ullern et Gisel, autour de la question de l'Université (p. 117 et 150 et suiv.) et du rapport aux institutions.

Ce livre en forme de tresse à deux branches avec, aux deux extrémités, un resserrement et une ouverture des enjeux, se lit beaucoup plus facilement que la plupart des ouvrages collectifs. Il y a bien plusieurs voix, mais elles ne sont pas juxtaposées ; elles se parlent et se répondent vraiment. Cette approche et la forme qui l'accompagne font ressortir ce que le travail intellectuel me semble porter de meilleur : la possibilité d'une rencontre, faite d'écoute, d'affirmations, de questions et de relances. L'ouvrage fait aussi preuve d'une cohérence performative, car non seulement les rapports entre théologie et philosophie sont discutés de manière récurrente, mais l'ouvrage incarne une véritable rencontre entre philosophes et théologiens. En somme, malgré une certaine densité, le propos est clair et la problématique bien unifiée et cernée. D'ailleurs, elle ne va pas sans rappeler les questions que posait un important penseur québécois il y a quelques années déjà, Fernand Dumont, sur *L'anthropologie en l'absence de l'homme* et sur *L'institution de la théologie*.

Enfin, le livre est juste assez long, avec une table des matières détaillée et un index des noms propres qui peut s'avérer pratique.

Patrice BERGERON

Université Laval, Québec, et Université de Lausanne

Etty HILLESUM, Alexandra PLESHOYANO, dir., **J'avais encore mille choses à te demander. L'univers intérieur d'Etty Hillesum**. Paris, Bayard ; Montréal, Les Éditions Novalis, 2009, 243 p.

À la fois journal intime, récit tragique de la vie quotidienne durant l'occupation nazie en Hollande, mais aussi témoignage de foi et de résilience, ce recueil d'écrits d'Etty Hillesum (1914-1943) est paru simultanément chez Bayard à Paris et chez Novalis à Montréal. Née en 1914 aux Pays-Bas et déportée au camp d'Auschwitz où elle meurt à 29 ans, Etty Hillesum connaît un parcours similaire en certains points à celui d'Anne Frank (1929-1945), qui était beaucoup plus jeune, et comme des millions d'autres Juifs d'Europe ayant connu le même destin. Son influence posthume est considérable : deux centres de recherche, à Deventer (Hollande) et à Gant (Belgique), portent désormais le nom d'Etty Hillesum. Son récit introspectif mais bouleversant a été traduit dans plusieurs langues. Le présent ouvrage est une nouvelle traduction ; les premiers écrits publiés d'Etty Hillesum étaient d'abord parus en néerlandais en 1981 puis en français en 1985³. La présente version contient une sélection de ses textes traduits du néerlandais par Alexandra Pleshoyano, qui avait consacré sa maîtrise (déposée à l'Université de Sherbrooke) et sa thèse de doctorat (réalisée aux Pays-Bas) à l'étude des écrits d'Etty Hillesum (p. 9).

3. Plusieurs versions existent désormais. La première version en français était : Etty HILLESUM, *Une vie bouleversée : Journal (1941-1943)*, traduit du néerlandais par Philippe Noble, Paris, Seuil, 1985.